



Économie publique/Public economics

10 | 2002/1
Varia

La corruption dans un modèle de croissance : partis, réputation et choc

Corruption in a growth model

Bruno Ventelou



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/economiepublique/534>

ISSN : 1778-7440

Éditeur

IDEP - Institut d'économie publique

Édition imprimée

Date de publication : 15 janvier 2003

ISBN : 2-8041-3943-3

ISSN : 1373-8496

Référence électronique

Bruno Ventelou, « La corruption dans un modèle de croissance : partis, réputation et choc », *Économie publique/Public economics* [En ligne], 10 | 2002/1, mis en ligne le 01 janvier 2006, consulté le 30 avril 2019. URL : <http://journals.openedition.org/economiepublique/534>

économie publique public economics

Revue de l'**Institut d'Économie Publique**

Deux numéros par an

n° 10 – 2002/1



Pour toute information sur notre fonds et les nouveautés dans votre domaine de spécialisation, consultez notre site web : **www.deboeck.com**

© De Boeck & Larcier s.a., 2003
Éditions De Boeck Université
Rue des Minimes 39, B-1000 Bruxelles

Tous droits réservés pour tous pays.

Il est interdit, sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, de reproduire (notamment par photocopie) partiellement ou totalement le présent ouvrage, de le stocker dans une banque de données ou de le communiquer au public, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit.

Imprimé en Belgique

D 2003/0074/221

ISSN 1373-8496
ISBN 2-8041-3943-3

économiepublique sur internet : www.economie-publique.fr

© Institut d'économie publique – IDEP

Centre de la Vieille-Charité

2, rue de la Charité – F-13002 Marseille

Tous droits réservés pour tous pays.

Il est interdit, sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, de reproduire (notamment par photocopie) partiellement ou totalement le présent ouvrage, de le stocker dans une banque de données ou de le communiquer au public, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit.

La revue **économie**publique bénéficie du soutien du Conseil régional Provence-Alpes-Côte d'Azur

ISSN 1373-8496

Bruno Ventelou

OFCE*

La corruption dans un modèle de croissance : partis, réputation et choc

Résumé

L'article commence par discuter le concept de *corruption politique* – qui est distingué de la corruption au sens large – et tente d'établir les conditions de son intégration dans l'analyse économique appliquée. Un cadre formel est proposé : une microéconomie de la corruption montre qu'un agent de la force publique qui optimise un flux de détournements de fonds sera extrêmement sensible à l'instabilité associée à sa charge. Les conséquences macroéconomiques de la corruption sont ensuite spécifiées ; conformément aux faits stylisés, le taux de croissance de l'économie est affecté. En fait, deux équilibres émergent du jeu politico-économique : un équilibre « haut » (forte croissance, stabilité politique, faible corruption) et un équilibre « bas » (le contraire...). Les conditions d'un contrôle « politique » de la corruption sont finalement envisagées : l'intervention, dans le jeu électoral, d'une entité à durée de vie potentiellement infinie, le « parti », permet d'envisager une gamme de solution plus favorable. Enfin, la sensibilité de l'équilibre haut aux chocs exogènes sera étudiée.

mots clés : Corruption, croissance endogène, réputation collective, choc stochastique, partis politiques.

* OFCE, Fondation Nationale des Sciences Politiques, 69 quai d'Orsay, 75340 Paris cedex 7.

Courrier électronique : bruno.ventelou@ofce.sciences-po.fr

Remerciements : Merci à A. D'Autume, S. Ringen, et C. Wyplosz pour leurs commentaires sur une première version du papier. Merci aux rapporteurs anonymes du troisième colloque international d'Économie Publique Appliquée. Les idées défendues ici restent néanmoins entièrement de la responsabilité de l'auteur.

Summary

Corruption in a growth model

The article first identifies conditions under which the concept of “political corruption” can be incorporated in Economic analysis. We propose a microeconomic framework : an agent of the public sector, who wants to optimize his cash flows resulting from budget misappropriations, will be strongly sensitive to the instability related to his office. Macroeconomic consequences of corruption are then specified : as in stylized facts, corruption reduces the growth rate. In fact, the politico-economic game gives two equilibria : a “good” one (high growth, political stability, low corruption) and a “bad” one (the opposite...). Conditions for controlling corruption are finally considered : the intervention of an infinite-live entity, the “party”, gives improving issues for the political game.

Key words : Corruption, endogenous growth, collective reputation, shocks, political parties.

J.E.L. : D72, D 91, H11, H 54, K10, O 12.

Introduction

problème de définition, aspects empiriques

L'analyse de la corruption relève des plusieurs disciplines : sociologie, droit, économie, sciences politiques. Généralement, on définira la corruption comme « l'usage d'une position statutaire publique à des fins d'enrichissement personnel » – “The use of public office for private gains”, selon Bardhan (1997) – ; ce comportement est associé aussi à des critères juridique ou sociologique : « la transgression d'une norme », et économique : « un transfert de pouvoir d'achat de la collectivité vers les individus (corrupteur et corrompu) ». Les économistes parleront d'ailleurs plutôt de « prédatons » ou « prévarications », de préférence à « corruption », de manière à bien insister sur le coût social du comportement. Analytiquement, on peut distinguer deux sortes de corruption : celle des agents subalternes, qui profitent de leur poste pour s'enrichir aux dépens d'un centre dont on suppose les objectifs

raisonnablement bien définis ; celle des hommes politiques, qui atteint le comportement du centre lui-même, et les relations entre le pouvoir politique et les électeurs. La première modalité de la corruption ne pose pas de problèmes spécifiques : cas particulier de la relation principal / agent, elle se résout par des mécanismes – plus ou moins sophistiqués – de contrôles et de pénalités. Il s'agit pour le principal d'obtenir du subalterne la pleine réalisation de sa mission, et ce quel que soit l'observabilité de ses actes (cependant, plus les actions sont difficiles à observer, moins le contrôle est efficace). De fait, dans ce cas, l'analyse économique de la corruption s'apparente à une analyse économique du crime ou des activités illégales, ce qui présuppose, évidemment, une invariance du cadre légal, et un pouvoir de contrôle et de sanction pour les transgressions. Dans cet esprit, on peut citer les travaux de Banfield (1958), de Rose-Ackerman (1978), et de Klitgaard (1988) en asymétrie d'information, selon lesquels finalement l'élimination de la corruption vient buter en dernière instance sur les coûts de contrôle du subordonné.

La seconde corruption, celle du centre lui-même, pose plus de problèmes et, en même temps, s'est trouvée la plus désinvestie par l'analyse économique. Il faut dire que dans ce second cas le phénomène est beaucoup plus difficile à cerner et semble quelque peu dépasser les outils standards de l'économiste. Conceptuellement, d'abord, il suppose un bouleversement du mode de pensée : la fiction du « centre bienveillant » doit être abandonnée, au profit d'une démarche moins normative, ... ou plus pragmatique – Laffont (1997) –. Ensuite, statistiquement, la corruption du centre souffre d'un défaut de caractérisation : si l'on admet que le système de Droit lui-même est compromis, comment alors capturer et mesurer convenablement des dysfonctionnements qui supposent l'existence d'un cadre légal préalable pour les repérer ? Les différentes études empiriques internationales de la corruption ont toutes largement échoué sur cet écueil. Le phénomène a été principalement repéré par le nombre d'affaires juridiques traitées par les tribunaux, en supposant que le système légal se conforme à un Droit occidental stable, universel, et tout puissant¹ : dans cette logique, le niveau de corruption en Suisse – où très peu d'affaires sont traitées et sanctionnées – est comparable à celui mesuré au Zaïre – où, là aussi, très peu d'affaires sont traitées et sanctionnées –... À notre connaissance, seule l'étude de Mauro (1995) tente de contourner la difficulté² en associant justement des mesures de la corruption à une déliquescence générale des institutions centrales, et en analysant statistiquement les conséquences économiques et sociales de celle-ci ;

¹ On peut voir Theobald (1990) pour une revue de cette littérature empirique déficiente. Theobald évoque à ce propos un "*western bias*" dans la définition et le traitement de la corruption, avec la référence systématique à l'État moderne occidental comme modèle idéal(isé) de comportement.

² On peut citer une autre étude : Dudley et Montmarquette (1987) qui tente d'approcher la corruption par ses effets supposés sur la structure fiscale : un taux d'impôt excessif. Ce qui suppose d'avoir une mesure fiable du taux d'impôt optimal pays par pays, chose que les auteurs ont du mal à obtenir. L'étude de Mauro n'est pas non plus indemne de toute critique : ses indicateurs de corruption lui sont donnés par un agence privée de rating international "Business International", et correspondent à une enquête auprès de « résidents » (expatriés) ; lesquels, bien sûr, donnent un avis subjectif. Cet avis est néanmoins « objectivé » par le recours aux autres indicateurs (inefficacité bureaucratique, système juridique...) dont l'évolution est parallèle.

Mauro met à jour deux relations extrêmement fortes : – L'investissement privé et la croissance d'un pays sont fortement, négativement, corrélés avec son niveau de corruption. – La corruption s'accompagne statistiquement d'autres dysfonctionnements institutionnels tels que « l'inefficacité bureaucratique », « l'inefficacité du système juridique » et « l'instabilité politique ». Donc, loin d'être négligeable, la corruption politique se révèle un phénomène majeur, coûteux socialement, dont les effets se font ressentir jusqu'au résultat de croissance d'un pays. Outre ces conséquences macroéconomiques, il est bien confirmé par l'étude de Mauro que l'analyse du dysfonctionnement ne peut pas se limiter pas à une Economie du crime, tant la corruption s'avère aussi un « phénomène total », qui implique autant les individus que les systèmes, et, par voie de conséquence, l'ensemble de l'efficacité de l'action publique (lorsque le centre est impliqué, la criminalité du fonctionnaire subalterne n'est plus repérable, plus contrôlable, et d'ailleurs plus essentielle). Le bon niveau d'analyse donc est Politique : ce sont les relations générales entre un corps social et ses représentants qui sont à questionner puisqu'en dernière analyse le contrôle des dysfonctionnements du sommet de l'État relève seulement de « l'élection » (ou de la « révolution » dans les systèmes autoritaires).

L'étude de Mauro – avec cette association des mesures du niveau de corruption à un ensemble d'autres indicateurs macroéconomiques et institutionnels – permet même d'aller plus loin encore dans l'identification du phénomène : elle suggère l'existence de spillover ou de non-linéarité pour l'évolution du niveau de corruption d'un pays. Soit la corruption reste limitée, le cadre légal relativement solide, et le contrôle central possible ; soit, au delà d'un seuil, l'ensemble paraît s'écrouler conjointement, pour créer une « trappe de corruption » où les dysfonctionnements s'accumulent à taux croissant. Ainsi, les tendances récentes de l'analyse de la corruption semblent relativement bien converger vers une analyse en termes d'équilibres multiples, avec un soin particulier porté aux fonctionnements des institutions de la décision publique. Mauro dans son étude empirique donne quelques intuitions³ confirmées par une étude récente – Treisman (2000) – empirique elle aussi mais centrée sur les causes *microéconomiques* de la corruption. Puis, en théorie, Cadot (1987) montre comment la corruption se généralise aux différents étages de la hiérarchie (le supérieur se corrompt car il cherche à « couvrir » son subordonné, mais le subordonné sait alors qu'il a moins de chance de se faire sanctionner). Bardhan (1997) insiste sur la « persistance » de la corruption en lien avec des coûts de contrôle endogènes. Tirole (1996) propose de relier l'élimination de la corruption à l'édification d'une réputation collective des politiciens. Le « modèle » présenté ici s'inspire de ces réflexions : dans un premier temps, nous proposerons une formalisation simplifiée d'un jeu politico-économique entre la société et les politiciens ; nous retrouverons bien un résultat d'équilibres multiples concernant la corruption et son contrôle, avec l'identification d'une « trappe de corruption »

³ Les analyses théoriques de Schleifer et Vishny (1993) ou, plus récemment, Persson et Tabellini (2000) vont dans le même sens.

comme « équilibre bas » du modèle théorique. La seconde étape exploite le cadre préalablement construit : on comprend mieux les problèmes spécifiques posés par la corruption politique, et on se donne les moyens de les résoudre : une adaptation du cadre institutionnel, plutôt qu'un renforcement des contrôles, semble s'imposer.

1. La corruption, la prévarication, et son cadre formel

Le modèle macroéconomique de base est emprunté à Barro (1990) – ou Devaradjan et al. (1996) –, où l'État est chargé de prélever un montant d'impôt afin de réaliser une dépense publique (d'infrastructure), entrant comme facteur dans la fonction de production macroéconomique⁴. On posera, pour un revenu par tête Y_t , un capital privé par tête K_t et une dépense publique par tête D_t :

$$Y_t = F(K_t, D_t)$$

La fonction de production est supposée homogène de degré 1. L'introduction de D_t dans la fonction de production macroéconomique traduit une sensibilité de la productivité du capital à la dépense publique.

Le secteur public pratique un taux d'imposition μ_t , il affecte ses ressources fiscales, soit à la dépense productive D_t , soit à une « consommation politique », montant des fonds publics qui sont « détournés » d'une allocation efficace. Pour un déficit budgétaire nul⁵, on aura l'égalité ressources-emplois suivante :

$$\mu_t Y_t = C_t^g + D_{t+1} \quad (1)$$

La « consommation politique » C_t^g est l'élément nouveau, introduit dans le modèle de Barro (1990), de manière à rendre compte de la corruption politique. Elle est à considérer comme un « produit fatal » de l'intermédiation gouvernementale (même si son montant sera contrôlé par les agents lésés). On appellera « prévarication » ce détournement. Le terme est choisi de préférence à corruption pour éviter la connotation juridique de l'analyse. On peut poser E_t « taux de prévarication », tel que $C_t^g = E_t \mu_t Y_t$, la contrainte budgétaire du gouvernement devient :

$$D_{t+1} = (1 - E_t) \mu_t Y_t \quad (1')$$

⁴ On suppose l'intermédiation de l'État nécessaire par hypothèse – la dépense publique est un bien collectif (on peut imaginer par exemple que le bien est indivisible) –.

⁵ On suppose l'absence de possibilité d'endettement des gouvernements : les résultats stationnaires ne seraient pas modifiés avec une possibilité d'endettement non explosif (et à la condition que le taux d'intérêt reste exogène) ; mais les problèmes dynamiques deviennent très difficiles à traiter (sections 6 et 7).

La part des recettes fiscales détournée constitue une déperdition nette pour l'efficacité productive de l'économie.

La « prévarication » est motivée par des aspects politiques et sociaux. On peut imaginer, selon les configurations institutionnelles, soit une détermination monopolistique, soit une compétition entre politiciens, soit même une compétition des différents groupes sociaux sur le détournement (le politicien en place redistribuera les prébendes aux catégories qu'il protège). On suppose, en tout état de cause, que les politiciens valorisent le flux actualisé des détournements de fonds publics $(C_t^g, C_{t+1}^g, \dots, C_{t+T}^g)$. On aura une fonction objectif du politicien en place :

$$W_t^g = U(C_t^g) + \frac{R_{t+1}^e}{1+R} W_{t+1}^g \quad (2)$$

$$\text{sc. : } C_t^g = \mu_t Y_t - D_{t+1}$$

Avec :

$$Y_t = F(K_t^*, D_t) = h\left(\frac{(1-\mu_t)}{r}\right) D_t; \quad h \text{ tel que } h' > 0 \quad (3)$$

À chaque instant t , le politicien maximise W_t^g avec ses deux variables de commande μ_t et D_t . Plusieurs points sont à préciser sur cette écriture. La spécification de Y_t d'abord, donnée par (3), correspond à l'internalisation par les politiciens de la fonction d'accumulation du secteur privé (K_t^*) : plus de dépenses publiques implique plus de rentabilité du capital privé ...qui implique plus d'accumulation et plus de revenu ; ce mécanisme est perçu par le politicien, et intégré dans sa délibération (comme chez Persson et Tabellini, 2000). Pour une fonction homogène de degré 1, la dépense publique intervient dans le revenu avec un rendement constant (comme chez Barro (1990), l'effet total de D_t sur le revenu est linéaire⁶). Ce résultat, ainsi que la forme et les arguments de h , s'interprètent aisément si l'on considère un programme de maximisation du profit par une firme représentative⁷ : la sensibilité

⁶ Les rendements constants simplifient grandement les calculs. Ils constituent évidemment une schématisation, schématisation toutefois très largement utilisée par la théorie de la croissance endogène – où le rendement ex-post des facteurs est très souvent constant. La spécificité du modèle est que l'existence de rendement constant est d'emblée internalisée par une catégorie d'agents optimisateurs : les politiciens. C'est d'ailleurs une manière de justifier leur intervention : les politiciens disposent d'un savoir spécifique – ils « savent » qu'ex post l'effet de D_t sur Y_t est linéaire – ; ce qui leur permettra de faire réaliser à la société un taux de croissance supérieur.

⁷ La maximisation du profit d'une firme représentative, tel que $\Pi_t = (1 - \mu_t)Y_t - rK_t$, donne, pour une fonction homogène de degré 1, la demande de capital suivante :

$$K_t^* = f\left(\frac{(1-\mu_t)}{r}\right) D_t \quad \text{avec } f' > 0$$

La fonction h dérive simplement de f . On pose h telle que :

$$h\left(\frac{(1-\mu_t)}{r}\right) = F\left[f\left(\frac{(1-\mu_t)}{r}\right), 1\right]$$

à μ traduit l'effet désincitatif de l'impôt sur l'accumulation ; enfin, la sensibilité au taux d'intérêt r , donné par les marchés internationaux, est classique.

On se donne enfin des paramètres du choix intertemporel du politicien : un taux d'actualisation R – défini très classiquement : $R \in [0, +\infty[$ – ; et une probabilité $R_t^e \in [0, 1]$ qui se surajoute au modèle standard du choix intertemporel, et vient affecter le facteur d'actualisation du politicien. R_t^e intervient comme une probabilité de survie politique du politicien en place⁸ ; elle mesure l'aptitude du politicien actuel à se maintenir au pouvoir dans le futur. Dans une démocratie, elle constitue évidemment une « probabilité de réélection ». C'est bien sûr à partir de R_t^e que nous intégrerons l'aspect politique de la corruption. Nous reviendrons donc très largement sur cette variable.

2. L'équilibre intertemporel du gouvernement et le taux de croissance

De manière à bien comprendre les arbitrages pratiqués par le gouvernement, il faut réécrire sa contrainte budgétaire. D'après (1) et (3), il vient :

$$C_t^g = \mu_t h \left(\frac{(1 - \mu_t)}{r} \right) D_t - D_{t+1} \quad (4)$$

Le gouvernement fait face à un double problème. D'une part, en statique, il doit maximiser ses rentrées fiscales compte tenu de l'effet désincitatif de l'impôt sur l'accumulation de capital. D'autre part, en dynamique, il doit choisir une trajectoire optimale pour D_t , sachant que la réalisation d'une dépense publique productive, si elle réduit sa consommation politique courante, a cependant un effet positif retardé, puisqu'elle est la base d'une activité privée, et (donc) de rentrées fiscales futures. Intuitivement, donc, on conçoit bien déjà que, ni le taux d'imposition (μ_t), ni le taux de prévarication (E_t) choisis par les politiciens, ne se fixeront à leur valeurs triviales (égales à 1). Malgré la corruption des politiciens, un taux d'imposition et un taux de détournement des fonds seront déterminés à des niveaux intermédiaires, afin de préserver l'activité privée, « vache à lait » du gouvernement.

Formellement, pour un instant t donné, les deux conditions du premier ordre de maximisation de la fonction objectif des politiciens (2) sont :

$$\frac{\partial \left[\mu_t h \left(\frac{(1 - \mu_t)}{r} \right) \right]}{\partial \mu_t} = 0 \quad (5)$$

⁸ On suppose en outre par facilité que l'occurrence inverse (de probabilité $1 - R_{t+1}^e$), la non réélection, donne une satisfaction égale à 0.

$$\frac{U'(C_t^g)}{U'(C_{t+1}^g)} = \frac{R_{t+1}^e}{1+R} \left(\mu_t h \left(\frac{(1-\mu_t)}{r} \right) \right) \quad (6)$$

L'équation (5) indique que le gouvernement fixe le taux d'imposition au maximum de sa courbe de LAFFER : il existe une valeur du taux d'imposition strictement comprise entre 0 et 1 qui maximise les rentrées fiscales. Remarquons que cette valeur, notée μ^* , est stationnaire (elle ressort d'un problème de maximisation des rentrées fiscales qui se répète dans les mêmes termes à chaque période, voir équation (4)).

L'équation (6) retrace la dynamique de la consommation optimale. Elle correspond à la transposition aux comportements des politiciens de la règle de Ramsey du choix intertemporel. En se donnant une spécification standard pour la fonction d'utilité (élasticité de substitution intertemporelle constante égale à $1/\gamma$), et en exprimant les consommations gouvernementales en termes de taux de prévarication ($C_t^g = E_t \mu_t Y_t$), on obtient :

$$E_t^* = \frac{E_{t+1}^*}{E_{t+1}^* + \left[\mu^* h \left(\frac{(1-\mu^*)}{r} \right) \right]^{1-\gamma/\gamma} \left(\frac{R_{t+1}^e}{1+R} \right)^{1/\gamma}} \quad (6')$$

En s'autorisant une analyse partielle de (6')⁹, on constate que le « taux de prévarication » courant (E_t^*) apparaît comme une fonction décroissante de la probabilité de survie du gouvernement (R_{t+1}^e). Cette relation traduit une sensibilité de la prévarication à l'incertitude politique vécue par le politicien en place. Moins le gouvernement a de chances de retrouver le pouvoir à la période suivante, plus il détourne les fonds à sa disposition – la rentabilité espérée de son investissement en dépenses productives, ou encore, ses chances de récupérer sa « mise » par la fiscalité sont trop faibles –. À l'extrême, un gouvernement strictement non réélu à la période suivante détourne l'ensemble des recettes fiscales ($E_t^*(R_{t+1}^e = 0) = 1$), et sa dépense productive est nulle ($D_{t+1} = 0$). C'est ce que nous appellerons le phénomène du « départ avec la caisse », qui nous servira plus tard de référence comme équilibre du jeu politico-économique. Pour calculer rigoureusement l'équilibre de corruption du modèle, il nous reste cependant à observer le comportement des agents.

3. La réaction politique : le consentement des agents

Le taux de croissance du bloc productif de l'économie est déterminé par les deux taux contrôlés par le gouvernement. On a par les équations (1') et (3), le taux de

⁹ Bien sûr, l'analyse mathématique complète de l'équation n'est possible qu'à l'issue de la résolution *dynamique* du jeu (la présence de E_{t+1} dans l'équation (6')) rend l'analyse de celle-ci plus complexe que le commentaire qui en est fait ici, voir la suite pour une résolution en « backward induction » du jeu).

croissance du bloc productif de l'économie entre t et $t + 1$:

$$(1 + g_{y,t}) = \frac{Y_{t+1}}{Y_t} = (1 - E_t)\mu_t h\left(\frac{(1 - \mu_{t+1})}{r}\right) \quad (7)$$

Le niveau de vie et la satisfaction des agents sont affectés par le taux de croissance de l'économie spécifié en (7). Sachant que la rémunération du capital est fixée par un taux d'intérêt international exogène, la trajectoire optimale de la consommation privée ne va pas être affectée par la politique gouvernementale¹⁰ ; en revanche, c'est par la redistribution du (sur)profit des firmes nationales (Π_t) que les agents ressentiront les effets des choix publics. Pour un profil de consommation optimal prédéterminé, les agents préféreront toujours un surplus distribué maximum ; dans ce modèle, ils chercheront donc à maximiser le taux de croissance du secteur productif¹¹. Les taux d'imposition et de prévarication stationnaires choisis par les agents sont donc, d'après la maximisation de (7) :

$$\frac{\partial \left[\mu' h\left(\frac{(1 - \mu')}{r}\right) \right]}{\partial \mu'} = 0 \quad (8)$$

$$E' = 0 \quad (9)$$

L'équation (8) reprend un résultat de Barro : le taux d'imposition qui maximise la croissance est le résultat d'un arbitrage entre un effet désincitatif (le fait que μ décourage l'investissement) et un effet positif (le fait que μ permette de constituer des recettes fiscales, elles-mêmes sources de la réalisation de la dépense publique productive). La comparaison de l'équation (5) et de l'équation (8) nous permet en outre de constater qu'il n'y a pas d'antagonisme entre les agents et le gouvernement dans la détermination de ce taux : la même valeur μ^* est solution des deux conditions d'optimisation, manifestement identiques. Ce résultat provient du fait que le politicien cherche à maximiser lui aussi le taux d'accroissement du produit – en étant omniscient bien que corrompu. Les développements qui suivent supposeront donc (provisoirement) un accord politique sur le taux d'imposition. Mais quid du taux de prévarication ? ...Les antagonismes entre la classe politique et les agents privés sont à l'inverse extrêmement forts sur cette variable. L'équation (9) indique

¹⁰ C_{t+1}/C_t , le taux d'accroissement de la consommation sera conforme à la règle de Ramsey et indépendante du taux de croissance du bloc productif.

¹¹ Pour W_t^a , satisfaction du ménage représentatif, telle que :

$$W_t^a = U(C_t^a) + W_{t+1}^a$$

$$\text{avec : } C_t^a = rV_t - (V_{t+1} - V_t) + \Pi_t$$

Où V_t est la variable d'accumulation des agents (V_t se répartit entre l'actif national K_t et un actif international quelconque), on montre que la satisfaction des agents, sensible à Π_t , est – sous les conditions classiques d'absence de jeux de PONZI – croissante du taux de croissance du bloc productif.

que le taux de prévarication préféré des agents privés est nul, dans la mesure où ils ne profitent pas des détournements. Les agents chercheront donc à sanctionner politiquement les prévarications opérées sur le budget.

Les agents disposent d'une modalité d'expression, leur réaction politique : R_t^e . On pose, de manière préliminaire, la « fonction de réaction politique » suivante :

$$R_t^e = R^e(E_t) \quad \text{telle que} \quad R^e \leq 0, \quad R^e(1) = 0 \quad (10)$$

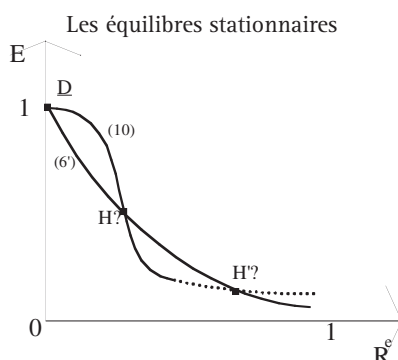
Les modalités de la sanction politique sont évidemment conditionnées par le système institutionnel en vigueur : dans une démocratie, la sanction passe par le vote ; dans une dictature la question est plus complexe, mais on peut supposer que l'effort consenti par les agents dans une activité destinée à renverser le gouvernement est proportionnel aux détournements dont ils sont victimes. La définition de R_t^e est « prospective » : les agents anticipent la prévarication à venir ; sachant cela, ils formulent leur choix de gouvernement pour la période en question (une définition rétrospective est sans doute « réaliste », mais peu conforme au schéma logique : les prévarications passées sont irréversibles et l'électeur rationnel s'intéresse uniquement au futur¹²). On fait l'hypothèse, triviale, qu'une prévarication totale ($E_t = 1$) est totalement sanctionnée ($R^e(1) = 0$). La forme de R_t^e ne sera pas spécifiée plus avant. On peut imaginer, comme l'hypothèse sur la dérivée le sous-entend, une forme continue lorsque, par exemple, les agents comparent la prévarication, connue, du gouvernement en place à celle, aléatoire, d'un gouvernement alternatif. On peut imaginer, à l'inverse, une forme radicale, où seule la prévarication 0 donne le pouvoir ($R_t^e = 0, \forall E_t > 0$. $R_t^e = 1$, pour $E_t = 0$).

Dans un second temps, cette formulation de R_t^e sera revue et corrigée. Elle suppose un comportement relativement naïf de l'électeur qui sanctionne les détournements sans se préoccuper des conséquences de son choix de sanction (elle suppose aussi un antagonisme radical entre la classe politique et les électeurs lequel sera discuté dans une variante « clientéliste »). Nous verrons qu'un comportement plus stratégique consistera, pour les électeurs, à sélectionner dans l'ensemble des politiciens, ceux qui dans un jeu répété leur paraissent adopter une politique « supportable », relativement à celle qu'ils pourraient subir dans l'alternative. De même que les politiciens se préoccuperont aussi, eux-mêmes, des conséquences de leur action sur la probabilité de réélection. On adopte néanmoins ici – provisoirement – cette première formulation comme une approximation d'un « état de Nature primitif », car on veut se placer « en amont des institutions », dans une relation pure entre citoyen et politique (c'est la question du « contrôle du contrôleur » qui est privilégiée). Il est intéressant d'observer les équilibres de ce jeu.

¹² Le débat entre rétrospectif et prospectif n'est pas tranché. Mueller (1989) propose une discussion de cette question. . . justement dans la section « *Unresolved Issues* ».

4. Multiplicité d'équilibre, instabilité politique et corruption : comment s'en sortir ?

Le jeu « politico-économique » se résout à l'équilibre des deux fonctions de réaction respectivement spécifiées, pour le gouvernement et les agents, par les équations (6') et (10). On peut d'abord faire un détour par l'analyse des équilibres *stationnaires*¹³ du modèle. Sur le plan (R^e, E) , on obtient les équilibres suivants :



Compte tenu de la forme des fonctions de réaction, toutes deux décroissantes, il existe plusieurs équilibres stationnaires, correspondant chacun à une configuration « politico-économique » différente. Il y a, pour chaque équilibre, une *endogénéisation* différente du « facteur d'actualisation » des choix publics. Première configuration au point D : les politiciens passent brièvement au pouvoir ($R^e = 0$) et détournent l'ensemble des fonds ($E = 1$); cette politique est radicalement sanctionnée par les agents, ce qui valide l'étroitesse de l'horizon temporel des choix publics ($R^e = 0$). Autres configurations aux points H et H' : les prévarications restent limitées ($E < 1$), les électeurs récompensent cette modération ...et, du même coup, fournissent au gouvernement une probabilité de survie politique suffisante pour justifier (i.e. « rationaliser ») un détournement limité ($R^e > 0$).

La résolution rigoureuse du modèle, en information parfaite et en horizon fini (on oublie maintenant le détour par les solutions stationnaires, valables en horizon infini), conduit cependant à éliminer les configurations favorables (H et H'). Il s'agit de calculer, depuis la période terminale (en « *backward induction* »), les équilibres instantanés (en « sous-jeu ») résultant du comportement d'un politicien à durée de vie finie. On constate que, quelle que soit la forme de la fonction R^e , l'équilibre (de Nash) tel que :

$$R^e = 0$$

¹³ On se situe à horizon de vie infini. On prend le système (10) et (6') pour $E_t = E_{t+1} = E, \forall t$, et $R_t^e = R_{t+1}^e = R^e, \forall t$.

et

$$E = 1$$

s'impose, à toutes les périodes t , pour tout gouvernement à durée de vie finie. Le modèle admet en effet cette solution triviale en considérant les équilibres séquentiels qui résultent de la solution à la dernière période de vie du politicien (notée T), où, nécessairement, le politicien « part avec la caisse » (l'absence d'une période supplémentaire de rentabilisation de la dépense productive implique $E_T = 1$). Cette solution constitue un équilibre en point fixe du système décrit par les deux équations (6') et (10) du modèle réduit. La solution est unique : l'unicité de la solution à la période terminale assure, de proche en proche, l'unicité de la solution sur toutes les périodes.

Cet équilibre fournit en fait la formalisation de base du problème abordé ici : il permet de poser toute la difficulté du « contrôle du contrôleur ». En D , *il s'avère impossible de contrôler la corruption du sommet de l'État* : l'équilibre du jeu entre politiciens et agents privés s'apparente à un défaut de coordination, se révélant largement sous-optimal pour les deux types d'acteurs¹⁴. À la limite, dans une telle configuration, il n'y a pas « d'État », tant on voit mal pourquoi, avec un tel niveau de corruption, les agents consentiraient à verser un quelconque montant d'impôt ! Ce type de solution n'a été avancé néanmoins que comme une situation « dégénérée ». La réalité politico-économique contemporaine est évidemment plus complexe, et dans une certaine mesure bien moins grave (les phénomènes de « départ avec la caisse » sont tout de même plutôt rares). L'équilibre D fonctionne donc plutôt comme une référence négative, utilisée pour mieux montrer quelles solutions on peut envisager pour éliminer la corruption. La formalisation du problème nous suggère « trois moyens d'en sortir » :

- Tout en conservant le principe de l'inéluabilité de l'équilibre D , on peut imaginer tout d'abord un mécanisme qui résout « aux forceps » les inconvénients liés à l'instabilité politique : il suffit de donner artificiellement une durée de vie longue au gouvernement. Dans cet esprit, une « Constitution », qui fixe une durée irrévocable pour un mandat, évite, à court terme, les phénomènes de « départ avec la caisse ». La question devient évidemment de déterminer la durée optimale (du point de vue des électeurs) d'une législature. En introduisant une hétérogénéité¹⁵ chez les politiciens, la « périodicité optimale des élections » apparaît comme un

¹⁴ L'équilibre D correspond *de facto* à une trappe « instabilité politique/croissance nulle » qui semble bien refléter statistiquement la situation de certains pays. L'absence de coopération entre secteur public et privé sur la constitution des facteurs de production sclérose totalement l'activité. La configuration est conforme à l'étude statistique de Londregan et Poole (1992), qui montre une corrélation négative entre fréquence des coups d'État et performance de croissance. Barro (1991) a par ailleurs montré l'existence d'une relation statistique entre instabilité politique et croissance. Comme on l'a déjà noté, Mauro (1995) confirme ces observations, en insistant sur la sensibilité de l'investissement privé à l'instabilité politique (sensibilité que nous conservons *via* les effets des prévarications sur la rentabilité du capital).

¹⁵ En l'absence d'hétérogénéité des politiciens (i.e. sans autres spécifications que celles introduites plus haut), la durée optimale d'un mandat est l'élection à vie. L'hétérogénéité des politiciens peut prendre la forme d'une « compétence » relative dans les choix d'allocation de la dépense publique D_t .

arbitrage entre l'effet bénéfique de l'allongement du mandat (le report du départ avec la caisse) et l'intérêt qu'il y a à éliminer, par des élections fréquentes, les politiciens particulièrement inefficaces. Le niveau d'hétérogénéité de la classe politique, et la préférence pour le présent des électeurs, sont ainsi identifiés comme les aspects cruciaux de l'élimination de la corruption et du résultat de croissance.

- Second « moyen » pour éviter l'équilibre dégénéré; on a supposé jusqu'ici un antagonisme radical entre, d'un côté, la classe politique et, de l'autre côté, les agents-« électeurs » – par construction, défavorisés par les détournements –. L'observation de la réalité politique contemporaine nous suggère cependant une configuration plus nuancée. Dans une perspective « clientéliste », une partie de la population bénéficie d'une redistribution des prévarications, et, en échange de cette prébende, consent à entretenir l'assise politique du gouvernement. La taille relative la « clientèle » mesure dès lors la rééligibilité du politicien; elle reste cependant limitée par la nature contre-productive des ponctions opérées sur les finances publiques. Ici, la clé de répartition (E_t) ne correspond plus vraiment à un taux de « corruption »; il s'agit plutôt d'une répartition au sein du budget de l'État entre dépenses d'équipement et dépenses de transferts considérées comme improductives : le taux de croissance d'équilibre de l'économie – équation (7) – est désormais expliqué par les considérations socio-politiques (parfois tout à fait respectables) présidant aux choix budgétaires de l'État¹⁶ !
- Enfin, on a considéré jusqu'ici des politiciens parfaitement égoïstes; comme corollaire, l'équilibre D repose sur un « effet de fin de période » lié à la mort biologique du politicien. Le dernier moyen pour éviter l'équilibre dégénéré est d'envisager, a contrario, un altruisme intergénérationnel entre les politiciens. Le désir pour un politicien de laisser un héritage à ses successeurs l'incite à limiter ses prévarications : la « lignée », la « dynastie », et enfin, l'organisation de la politique en un système de partis (sorte de « famille » politique) apparaîtront donc comme susceptibles de circonvenir les comportements de corruption. Dans nos sociétés modernes, où les politiciens ne sont pas affectés par des considérations dynastiques fortes, l'encadrement d'un parti, garant des générations futures de politiciens, va pouvoir être accepté pour ses effets positifs « réputationnels » (le parti certifie l'altruisme intergénérationnel). Ce qui revient à envisager non plus des équilibres en information parfaite à horizon fini, mais à l'inverse des équilibres en information imparfaite. C'est cette variante du modèle, où intervient un parti pouvant crédibiliser la classe politique, que nous allons maintenant étudier.

¹⁶ Cette analyse rejoint évidemment certaines théories du *rent-seeking* et du *Public Choice* ...et certains travaux d'africanistes – Joseph (1983), par exemple – insistant sur la nature « paternaliste » de la relation politique africaine.

5. L'organisation de la vie politique en un système de partis

On considère que le parti fonctionne comme un « groupe » – voir sur ce point Tirole (1996) – : les buts et les qualités du groupe résultent des individus qui le composent (les équations (5) et (6) qui définissent le comportement des gouvernements sur leur deux variables de commande μ_t et D_t restent donc valables); de même, les réputations individuelles et collectives sont identiques (un parti dont l'un des membres trahirait perd alors automatiquement sa réputation « collective »). La seule différence est que le parti, agrégation infinie des générations futures de politiciens, ne rencontre pas *a priori* de période terminale T : le parti rend donc crédible l'avènement d'un équilibre autre que l'équilibre dégénéré D . Ses membres, de leur côté, peuvent en profiter à la condition de respecter, pour un temps au moins, la séquence de politiques annoncées par le parti $(E_{p,t}, E_{p,t+1}, \dots)^{17}$.

La dynamique des taux de prédation est désormais fixée par le parti; reste à savoir si le politicien g au pouvoir va respecter celle-ci. On peut imaginer des politiciens de deux « types » : des politiciens de type B , qui respectent systématiquement l'annonce du parti (qui sont donc « structurellement engagés »), et des politiciens de type M déjà observés (qui peuvent trahir). On suppose que le politicien g en place est de type M ; mais, dans la mesure où les agents n'observent pas son type, le politicien g de type M peut « simuler » le comportement des politiciens de type B afin de conserver une réputation – on aura alors un *pooling equilibrium* –. Techniquement¹⁸, le politicien au pouvoir peut choisir, au taux v_t , une stratégie-mixte entre « trahir ($E_t = 1$) » et « simuler l'annonce du parti ($E_t = E_{p,t}$) ». Dans ce dernier cas, il conserve la probabilité de réélection R_{t+1}^e , associée à la réputation « collective » du parti. Pour un politicien g , on a la fonction de satisfaction intertemporelle suivante :

$$W_t^g = v_t \left[U(E_{p,t} \mu^* Y_t) + \frac{R_{t+1}^e}{1 + R} W_{t+1}^g \right] + (1 - v_t) [U(1 \mu^* Y_t)]$$

Avec,

$$R_{t+1}^e = \begin{cases} \frac{R_t^e}{R_t^e + (1 - R_t^e)v_t} & \text{si l'annonce est respectée} \\ 0 & \text{sinon} \end{cases} \quad (10')$$

La probabilité de réélection R_{t+1}^e suit désormais *une règle de Bayes* : R_{t+1}^e est la *probabilité subjective* (mais révisable période après période en fonction du respect –

¹⁷ Les annonces crédibles du parti sont données par l'équation (6'), réutilisée sans période terminale (le parti fonctionne en horizon infini mais continue à maximiser les détournements des politiciens). Toute autre annonce serait non crédible; ce qui fait que, dans cette modélisation, il n'y aura pas de concurrence entre les partis; ils ont tous une même et unique dynamique d'annonce crédible.

¹⁸ La référence est Kreps-Wilson (1982). La spécificité ici est que le comportement du politicien de type B est endogène : via l'équation (6'), les annonces $E_{p,t}$ dépendent de l'évolution du jeu bayésien. Cette spécificité provient justement de la nature « collective » de la réputation : via le parti, les stratégies de B sont affectées par le comportement de M .

ou non – de l'annonce) que le politicien soit de type B , i.e. : respecte l'encadrement du parti et l'invalidation de l'équilibre D . Cette règle de détermination de R_{t+1}^e se substitue à (ou plutôt « précise ») la fonction de réaction (10) préalablement définie en information parfaite. Soit le politicien respecte l'annonce, il conserve l'accréditation du parti et sa réputation ; soit le politicien ne respecte pas l'annonce, il perd l'accréditation du parti et n'est pas réélu (en dehors d'un parti, les annonces – autres que l'équilibre D – des politiciens ne sont pas crédibles). Telle est la nouvelle fonction de vote qui dérive de l'imperfection d'information sur le « type » du gouvernement. On obtient alors la proposition :

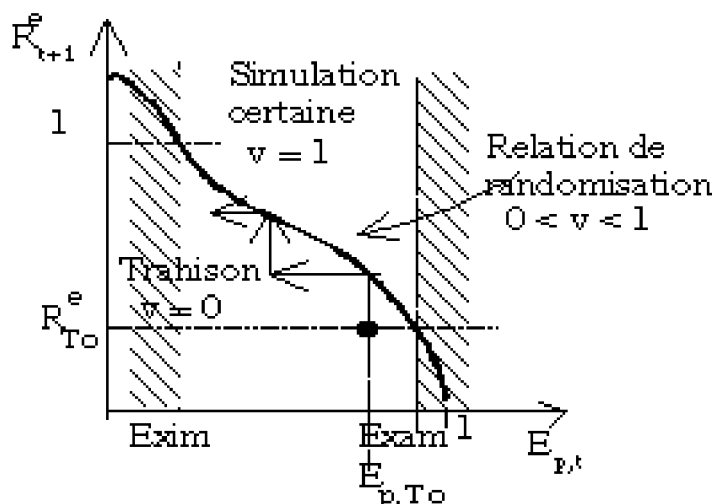
Proposition : pour des politiciens à durée de vie finie, encadrés par un parti à durée de vie potentiellement infinie, un équilibre non dégénéré peut s'établir. Lorsque le politicien randomise la dynamique suivante s'enclenche :

$$\begin{aligned} \text{Randomisation } (v_t < 1) &\Rightarrow \text{Meilleure réputation } (R_{t+1}^e > R_t^e) \Rightarrow \\ \text{Meilleure annonce } (E_{p,t+1} < E_{p,t}) &\Rightarrow \text{Nouvelle randomisation } (v_{t+1} < 1) \end{aligned}$$

Preuve : L'équilibre non dégénéré se caractérise alors par une séquence de croyances $v^* = (v_{T_0}^*, \dots, v_{T-1}^*) \in]0, 1]$ qui « rationalise » le respect de l'annonce jusqu'à la période terminale T du politicien. Le politicien peut : soit simuler en stratégie pure : $v_t = 1$, soit randomiser : $0 < v_t < 1$. Analytiquement, la relation de randomisation s'écrit :

$$\frac{dW_t^g}{dv_t} = 0 \Rightarrow \frac{R_{t+1}^e}{1+R} U \left[(1 - E_{p,t}) \mu^* h \left(\frac{(1 - \mu^*)}{r} \right) \right] = U(1) - U(E_{p,t}) \quad (11)$$

pour tout $R_{t+1}^e \in]R_t^e, 1]$. Sur le plan $(E_{p,t}, R_{t+1}^e)$, on a :



On peut montrer ainsi que la stratégie de randomisation se répète plusieurs périodes consécutives. Pour la zone au dessus de la relation de randomisation, le politicien joue une stratégie pure. Le long de la relation de randomisation elle-même, la résorption de la corruption correspond à une « dynamique vertueuse », où la crédibilité de la classe politique, l'efficacité des choix publics annoncée par le parti, et la politique gouvernementale progressent simultanément. Ce déplacement (vers la gauche, puis en haut) du point d'équilibre peut se répéter plusieurs périodes successives : tant que la valeur R_{t+1}^e augmente, le parti (qui profite aussi de cette réputation) formule des annonces de prévarication de plus en plus faible (équation (6')), et crée ainsi une nouvelle occasion de randomisation pour tout $R_{t+1}^e \in]R_t^e, 1[$. Ce dernier encadrement ($R_t^e < R_{t+1}^e < 1$, qui rappelle que les valeurs admises par R_{t+1}^e le long de la dynamique vérifient un processus bayésien) se reporte sur les valeurs possibles de $E_{p,t}$ par l'équation (11) : il nous fournit une borne inférieure (Exim) et une borne supérieure (Exam) pour l'évolution de $E_{p,t}$ durant la randomisation (pour l'identification de Exam, on se donne une réputation initiale R_{To}^e supposée exogène).

L'élimination de la corruption décrite dans le modèle renvoie donc à un processus réputationnel collectif : grâce à l'*aller et retour* entre les annonces du parti et la stratégie de randomisation du politicien en place, la société toute entière progresse vers plus de confiance réciproque, et plus d'efficacité. Néanmoins, comme tout équilibre réputationnel, le processus reste fragile et délicat. D'abord, la « bande » de validité [Exim, Exam] restreint la dynamique vertueuse sur ses conditions initiales. La question est évidemment de savoir si $E_{p,To}$ se trouve dans la bande, ou en dehors de la bande. La valeur $E_{p,To}$ correspond à la toute première annonce formulée par le parti politique au pouvoir; on peut la considérer donc comme l'annonce juste nécessaire pour gagner les élections et éliminer les partis alternatifs. Les qualités relatives de la classe politique et le degré de concurrence existant au sein de celle-ci vont dès lors déterminer très nettement les possibilités réelles d'une dynamique vertueuse. Par exemple, une concurrence trop vive peut être contre-efficace, si elle exige du parti une annonce de prévarication si limitée qu'elle interdit a priori toute stratégie de simulation ($E_{p,To} < \text{Exim}$). Mais, à l'inverse, les conditions du jeu politique ne doivent pas être si « faciles » ($E_{p,To} > \text{Exam}$) que le gouvernement n'ait pas à randomiser pour rester au pouvoir, car en l'absence de randomisation, le jeu reste « gelé » à son niveau initial (l'équilibre D est tout de même évité). On peut voir dans ce résultat une justification économique de la démocratie et de la concurrence politique : un politicien, ou un parti unique, qui ne subit pas la concurrence peut pratiquer des taux de prévarication supérieurs à Exam; il se contentera alors durablement de sa probabilité de survie politique initiale sans jamais s'améliorer. On espérera à l'inverse que la démocratie interdit un tel taux de prédation initiale et pousse le politicien à l'initiative (au risque – il est vrai – de l'équilibre dégénéré); dans le cas favorable, la dynamique s'enclenche : le politicien s'améliore ($E_t = E_{p,t}$) avec l'évolution parallèle de la réputation de son parti.

6. L'introduction de chocs dans le modèle

Il est intéressant d'observer en outre l'effet d'un choc sur l'équilibre. On suppose une série de chocs oscillatoires portant sur la fonction de production, nuls en moyenne et parfaitement observés (il n'y a pas d'incertitude supplémentaire dans la résolution du jeu bayésien). Pour un choc récessif, l'équation (11) se déplace vers le haut ; on observe aussi, du même coup, un déplacement global de la bande [Exim, Exam] vers la droite. Dans le cas où $E_{p,t}$ (l'annonce courante) sort de la bande, le choc stochastique supprime alors prématurément la dynamique « vertueuse » qui s'était engagée. Le politicien en place trahit ; et, un autre politicien accède au pouvoir. Cependant, il faut bien noter que le jeu reprendra désormais au point de départ de la dynamique : l'amélioration cumulative de la politique d'investissement des flux publics, et l'effet bénéfique de la dynamique vertueuse intervenus avant le choc sont définitivement perdus. Autrement dit, dans la mesure où la dynamique « prend du temps », le choc persiste sur plusieurs périodes (le temps de rattraper le niveau atteint avant le choc) ; on retrouve Tirole (1996) qui présente la « corruption » comme une hystérésis.

Ce constat nous amène par ailleurs à faire une remarque sur la nature du modèle. Il apparaît très nettement une asymétrie dans le déroulement du jeu : tant que la réputation s'améliore, le phénomène est lent et cumulatif ; quand la réputation se détériore, à l'inverse, la chute est des plus brutales. Autrement dit, la réputation est longue à construire mais rapide à perdre (immédiate !) ¹⁹. Dans ces conditions, on conçoit bien qu'une perturbation oscillatoire, d'espérance nulle dans le temps sera loin d'être neutre sur l'activité : le choc négatif, en révélant prématurément, et, définitivement, la nature vénale d'un politicien, aura des conséquences asymétriques ...qui ne pourront en aucuns cas être rattrapés, dans les mêmes termes, par un choc positif différé. L'augmentation de l'instabilité (sur les prix des matières premières, sur les techniques de productions... etc.) aura donc un effet globalement négatif sur la croissance. On comprend mieux aussi pourquoi les périodes de mutations économiques (chocs externes, réadaptation de l'appareil productif dans une économie en transition) s'accompagnent généralement de dysfonctionnements politiques graves liés à corruption : quand un choc intervient les comportements malhonnêtes, jusqu'ici restés latents, deviennent patents : les politiciens abandonnent l'équilibre de simulation désormais moins rentable.

Il nous semble important, cependant, à côté du caractère persistant des chocs, de faire remarquer aussi leurs aspects paradoxalement bénéfiques. Dans certains cas, en effet, (si l'on se trouvait, avant le choc, dans une configuration de « gel » du jeu

¹⁹ Cette asymétrie se retrouve dans tous les jeux bayésiens et renvoie, en règle générale, à la valeur fondamentale d'une information. Une information démontre beaucoup plus nettement la « fausseté » d'une croyance que la validité de son symétrique. L'apport déterminant d'une information est toujours négatif, on procède par réfutation plutôt que par vérification.

politique, à droite de Exam donc), un choc négatif peut favoriser l'enclenchement d'une dynamique « vertueuse » : le déplacement vers la droite de la borne supérieure (Exam) peut « faire entrer » $E_{p,To}$ dans la bande (pour reprendre le graphique, la zone grisée de droite se déplace vers la droite, ce qui permet à $E_{p,To}$ d'appartenir à la zone où s'engage la dynamique). La plus grande rigueur des conditions de simulation oblige le gouvernement à randomiser pour renforcer sa réputation. Dès lors, toute la dynamique s'enclenche : le parti modifie son annonce... etc.

Conclusion

Les développements qui précèdent nous invitent aux réflexions suivantes :

- La formalisation proposée ici permet d'articuler, voire de quantifier, dans un cadre homogène, le phénomène de corruption politique : l'analyse microéconomique met l'accent sur l'instabilité associée à une charge politique (problème du contrôle du contrôleur). Ses conséquences macroéconomiques sont spécifiées conformément aux faits stylisés : le taux de croissance de l'économie est affecté via deux « canaux » successifs : l'efficacité de la politique publique et l'intensité de l'investissement privé.
- De manière évidente, les sociétés contemporaines mettent en œuvre simultanément les « trois moyens d'en sortir », artificiellement séparés dans leur présentation : périodicité des élections, clientélisme, et encadrement par des partis. C'est grâce à la combinaison de ces trois moyens (et d'autres encore, sans doute ?) que la synergie public/privé peut être obtenue. L'équilibre dégénéré est évité, pour faire place à un « équilibre haut » assurant la croissance du pays : la corruption s'élimine, au moins dans ce qu'elle a de plus extrême.
- Le « parti politique », en affirmant un concernement intergénérationnel des politiciens, participe de ce mouvement vers l'élimination des prévarications autoritaires. Basée sur un phénomène de réputation collective, une interaction « vertueuse » s'enclenche entre les politiciens et le parti, et permet de sortir de la « trappe à sous-développement ». En présence de chocs aléatoires, on fait apparaître deux résultats : d'une part, on établit une « hystérésis » du choc (soumis à des perturbations cycliques d'espérance nulle, des comportements vénaux latents deviennent patents, la corruption moyenne s'accroît), et d'autre part, on découvre une situation paradoxale où le choc récessif a la propriété de lancer la dynamique.

Références

- Banfield, E. (1958), *The Moral Basis of a Backward Society*, New York, Free Press.
- Bardhan, P. (1997), "Corruption and Development : A Review of Issues", *Journal of Economic Literature*, vol. 35, pp 1320-1346.
- Barro, R. (1990), "Government Spending in a Simple Model of Endogeneous Growth", *Journal of Political Economy*, vol 98, pp 103-125.
- Barro, R. (1991), "Economic Growth in a Cross Section of Countries", *Quarterly Journal of Economics*, vol 106, pp 407-443.
- Cadot, O. (1987), "Corruption as a Gamble", *Journal of Public Economics*, vol 33, pp 223-244.
- Devaradjan, S., V. Swaroop, H.S. ZOU (1996), "The Composition of Public Expenditure and Economic Growth", *Journal of Monetary Economics*, vol 37, pp 313-344.
- Dudley, L., C. Montmarquette (1987), "Bureaucratic Corruption as a Constraint on Voter's Choice", *Public Choice*, vol 55, pp 127-160.
- Klitgaard, R. (1988), *Controlling Corruption*, University of Columbia Press.
- Kreps, D., R. Wilson (1982), "Reputation and Imperfect Information", *Journal of Economic Theory*, vol 27, pp 253-279.
- Joseph, R. (1983), "Class, State, and Prebendal Politics in Nigeria", *Journal of Commonwealth and Comparative Studies*, vol XXI, pp 21-38.
- Laffont, J.J. (1997), « Economie Publique et Information », *Economie et Prévision*, à paraître (janv. 2000), Le papier est disponible dans *Actes du IIIième colloque international d'économie publique appliquée*.
- Londregan, J., K. Poole (1992), "The Seizure of Executive Power and Economic Growth : Some Additional Evidence", in A. Cukierman, Z. Herkowitz, L. Leiderman, *Political Economy, Growth, and Cycles*, M.I.T. Press, Cambridge.
- Mauro, P. (1995), "Corruption and Growth", *Quarterly Journal of Economics*, vol 110, pp 681-712.
- Mueller, D. (1989), *Public Choice* (2nd ed), Cambridge Univ. Press.
- Persson, T., G. Tabellini (2000), *Political Economics - Explaining Economic Policy*, M.I.T. Press, Cambridge.
- Rose-Ackerman, S. (1978), *Corruption : A Study in Political Economy*, Academic Press.
- Schleifer, A., R. Vishny (1993), "Corruption", *Quarterly Journal of Economics*, vol. CIX, August, pp 599-617.

- Theobald, R. (1990), *Corruption, Development and Underdevelopment*, Mac Millan, London.
- Tirole, J. (1996), "A Theory of Collective Reputations with Applications to the Persistence of Corruption and to Firm Quality", *Review of Economic Studies*, vol 63(1), pp 1-22.
- Treisman, D. (2000), "The causes of Corruption : a cross-national study", *Journal of Public Economics*, vol 76, June, pp 399-457.

ERRATUM

Une malencontreuse erreur s'est glissée lors de la mise en page du numéro précédent (*Économie publique* n°9, « Modélisation économique et réforme des systèmes de santé »). Les noms des auteurs de l'article « Politiques de santé dans un modèle macroéconomique » ont été inversés, ne respectant plus l'ordre alphabétique initialement prévu. Il fallait donc lire « Politiques de santé dans un modèle macroéconomique », Vincent Touzé et Bruno Ventelou. La rédaction présente ses excuses aux intéressés.